



**PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°63-2024-138

PUBLIÉ LE 30 MAI 2024

# Sommaire

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Courrier**

63-2024-05-30-00002 - Arrêté préfectoral n° 20240901 du 30 mai 2024  
portant mise en demeure de quitter les lieux à l'encontre des occupants  
illicites d'un terrain de la commune de Lezoux (2 pages)

Page 3

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2024-05-30-00002

Arrêté préfectoral n° 20240901 du 30 mai 2024  
portant mise en demeure de quitter les lieux à  
l'encontre des occupants illicites d'un terrain de  
la commune de Lezoux

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure de quitter les lieux à l'encontre des occupants illicites d'un terrain sur la commune de Lezoux**

**Le préfet du Puy-de-Dôme**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et notamment ses articles 2 et 9 ;

**VU** la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

**VU** le décret n°2007-690 du 3 mai 2007 relatif à l'agrément prévu à l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

**VU** le décret du 6 septembre 2023 portant nomination de M. Joël MATHURIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°20230750 du 5 mai 2023 portant approbation et publication du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage ;

**VU** l'arrêté municipal n°2022/298/POL du 30 août 2022 restreignant le stationnement des résidences mobiles des gens du voyage sur le territoire de la commune de Lezoux ;

**VU** le rapport n° 01/2024 du 22 mai 2024 de la police municipale de Lezoux ;

**VU** la demande du 23 mai 2024 de Monsieur le maire de Lezoux ;

**VU** le procès-verbal de renseignement administratif n° 997 du 24 mai 2024 du commandant de la communauté de brigades de Lezoux ;

**CONSIDÉRANT** que le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a été approuvé et publié par l'arrêté préfectoral susvisé du 5 mai 2023, qu'à la date du présent arrêté le délai initial de deux ans suivant la publication dudit schéma imparti aux communes et établissements publics de coopération intercommunale y figurant pour participer à sa mise en œuvre n'est donc pas échü, que la communauté de communes Entre Dore et Allier, dont fait partie la commune de Lezoux, doit donc être regardée comme ayant satisfait à ses obligations au sens des articles 2 et 9 de la loi n° 2000-614 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que la police municipale de Lezoux a constaté le stationnement illicite d'une résidence mobile sur la parcelle cadastrale n° AM116, correspondant à l'aire d'accueil des camping-cars et au parc de stationnement du musée de la céramique, à Lezoux (63190) ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation se situe pour partie sur le trottoir, empêchant la bonne circulation des piétons à proximité de l'arrêt de bus desservant le musée de la céramique,

**CONSIDÉRANT** que les occupants ont, sans autorisation préalable, réalisé des branchements d'une part sur le seul accès au réseau d'eau de l'aire de camping-cars, s'en accaparant ainsi la jouissance et privant l'accès aux autres utilisations, et d'autre part sur le coffret électrique d'une structure publique attenante, de telle manière à ce que la protection du coffret a été arrachée et qu'un câble parcourt les lieux ouverts à la circulation sur une trentaine de mètres, faisant ainsi courir un risque pour la sécurité des personnes ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'y a pas d'accès à des sanitaires fonctionnels à proximité, ni de point de collecte des ordures suffisamment dimensionné ;

**CONSIDÉRANT** que les services de la commune ont proposé aux occupants en cause de rejoindre l'aire d'accueil de Billom, après s'être assurés de la disponibilité de places pour les accueillir, mais que les occupants n'ont pas entrepris les démarches pour rejoindre cette aire ;

**CONSIDÉRANT** que ce stationnement illicite est de nature à constituer de graves troubles de sécurité et de salubrité publiques ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la sous-préfète de Thiers ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les propriétaires des véhicules et résidences mobiles stationnés sur la parcelle AM116, correspondant à l'aire d'accueil des camping-cars et au parc de stationnement du musée de la céramique, à Lezoux (63190), y compris ses trottoirs, sont mis en demeure de quitter les lieux dans un délai de quarante-huit heures à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Faute de se conformer à l'injonction mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, il pourra être procédé à l'évacuation forcée des véhicules et résidences mobiles à l'issue du délai prévu au même article.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires et aux occupants, ainsi qu'au maire de Lezoux.

**ARTICLE 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Puy-de-Dôme, les services de gendarmerie et le maire de Lezoux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux occupants, publié sur les lieux et affiché à la mairie de Lezoux.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**30 MAI 2024**

Le préfet,



Joël MATHURIN

Selon les dispositions du II bis de l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 modifiée, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai mentionné à son article 1<sup>er</sup> :

*« Article 9-II bis- Les personnes destinataires de la décision de mise en demeure prévue au II, ainsi que le propriétaire ou le titulaire du droit d'usage du terrain peuvent, dans le délai fixé par celle-ci, demander son annulation au tribunal administratif. Le recours suspend l'exécution de la décision du préfet à leur égard. Le président du tribunal ou son délégué statue dans un délai de quarante-huit heures à compter de sa saisine. »*